



**HAL**  
open science

# Le café-concert dans le débat politique en Loire-Inférieure au début de la Troisième République

Frederic Crehalet

► **To cite this version:**

Frederic Crehalet. Le café-concert dans le débat politique en Loire-Inférieure au début de la Troisième République. Journée d'études doctorales du CHCSC, CHCSC, May 2021, Versailles, France. hal-04465909

**HAL Id: hal-04465909**

**<https://hal.science/hal-04465909>**

Submitted on 24 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License

## **Le café-concert dans le débat politique en Loire-Inférieure au début de la Troisième République**

Au printemps 1893, le quotidien nantais le *Phare de la Loire* (18 avril 1893), reproduit un « billet du matin » du journal parisien *Gil-Blas*, adressé à un candidat municipal fictif. Pour séduire ses électeurs, celui-ci se fait tour à tour falsificateur, menteur, devin ou plutôt « liseur de pensées pour café-concert ». Si la représentation du candidat comme charlatan peut nous être encore familière, nous pouvons nous interroger sur le sens de l'allusion au café-concert, plus évidente pour les lecteurs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui connaissaient bien ce loisir populaire disparu avec la Grande Guerre.

Des historiens comme Concetta Condelemi ou Martin Pénét ont montré que le café-concert, hérité du café-chantant du début du XIX<sup>e</sup> siècle, a évolué depuis son essor sous le Second Empire<sup>1</sup>. Afin d'attirer un public mélangé qui vient s'asseoir toujours plus nombreux pour consommer un bock en suivant distraitement un spectacle, les directeurs de café-concert ajoutent aux tours de chants des artistes lyriques, des monologues comiques, depuis 1867 de courtes pièces de théâtre costumées, des revues, des spectacles forains<sup>2</sup>. Pourtant le soupçon perdure à l'égard de la qualité des animations de ce loisir. Dans la rubrique *Lettres parisiennes* qu'il tient dans le *Phare de la Loire*, Marcel Schwob souligne le caractère facile des chansons de café-concert : « Des camelots enseignent à la foule docile des chansons de café-concert. Lorsqu'elles ont été hurlées un certain nombre de fois, la suggestion opère. On entend le refrain que le cercle rend aux chanteurs. Les dames répètent, sans les comprendre, des couplets grivois. C'est l'image de la réclame et de la gloire moderne. » (17 juillet 1893)

---

<sup>1</sup> Le café-chantant apparu à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle correspond à des « établissements mêlant consommations et spectacles », permanents à partir de 1835. Ce loisir populaire reçoit le nom de café-concert après 1849 et, sous le Second Empire, est installé par des entrepreneurs du divertissement dans de luxueuses salles parisiennes. On désigne sous le nom de beuglant les cafés-concerts de dernier ordre, du fait du tapage qu'y mènent étudiants et noceurs. Souvent il s'agit en réalité d'un « fonds de commerce qui, sous l'enseigne d'un débit de boissons, couvre une activité de prostitution sauvage ». Concetta CONDELEMI, *Les cafés-concerts. Histoire d'un divertissement (1849-1914)*, Paris : Quai Voltaire, 1992, p. 93. Martin PÉNET, « Le café-concert, un nouveau divertissement populaire », Jean-Claude YON (dir.), *Les spectacles sous le Second Empire*, Paris : Armand Colin, 2010, p. 349-365.

<sup>2</sup> François CARADEC et Alain WEILL, *Le café-concert*, Atelier Hachette/Massin, 1980 ; Serge DILLAZ, *La chanson sous la III<sup>e</sup> République (1870-1940)*, Paris : Tallandier, 1991.

Ainsi l'artiste de café-concert, comme l'homme politique, aurait le goût de la réclame et du succès, en vue de séduire un large public dénué d'esprit critique et de formation esthétique. Dans ce domaine, plusieurs auteurs déplorent le manque de musicalité du café-concert. D'usage récent, le terme musicalité est utilisé par Berlioz dans une critique du *Don Giovanni* de Mozart<sup>3</sup>. À la musicalité des vrais musiciens, comme Mozart, il oppose la « musicalité de bas étage » destinée à un public de « grisettes et de soldats »<sup>4</sup>. Le terme de musicalité se répand et se précise au cours du siècle : dans la revue artistique nantaise *Ouest-Artiste*, le violoniste Alfred-Romain Chevalier l'emploie pour caractériser le jeu de son maître Eugène Ysaÿe, surtout la qualité du son, « suave et pénétrante » (14 janvier 1893). Ainsi, le mot induit un jugement de valeur qui oppose la qualité du jeu, de la sonorité, de la composition à la grossièreté des effets, à la flatterie des émotions de spectateurs peu formés. On comprend alors le parallèle possible entre l'artiste de café-concert et le candidat en quête de majorité électorale.

Or, ce parallèle est fréquent au début de la Troisième République, lorsque triomphent à la fois le suffrage universel, enfin appliqué sans entrave, et le café-concert, encouragé par le relatif libéralisme de la fin du Second Empire<sup>5</sup>. Associer un homme politique au café-concert devient un lieu commun de la controverse politique, de la part d'adversaires, politiciens ou journalistes, qui cherchent à le décrédibiliser en en soulignant le mauvais goût et surtout le caractère racoleur. Ce préjugé est partagé à droite comme à gauche comme le montrent les sources disponibles à Nantes et en Loire-Inférieure, aujourd'hui la Loire-Atlantique. La vie politique dans ce département a bénéficié d'un renouvellement historiographique qui permet dépasser une vision stéréotypée héritée d'André Siegfried selon qui Nantes était « un îlot moderne dans un océan d'ancien régime »<sup>6</sup>. Les travaux d'Eric Anceau ou de Bertrand Joly rappellent que Nantes est une des rares grandes villes à avoir été gagnée par la droite en 1888 et que celle-ci est toujours menaçante en 1896<sup>7</sup>. Ils montrent aussi l'implantation d'un influent courant bonapartiste qui s'allie aux royalistes ou aux républicains, selon les circonstances. À la fin des années 1880, ce courant cherche à bénéficier de la vague boulangiste, contre ses alliés monarchistes, selon une tactique équivalente à celle menée par les radicaux à gauche. Quant au camp républicain, fragilisé par la crise boulangiste, il se divise suite à l'Affaire Dreyfus : républicains de gauche et radicaux se

---

<sup>3</sup> « Musicalité : XIX<sup>e</sup> s. Dérivé de musical. Qualité de ce qui a une valeur musicale. » *Dictionnaire de l'Académie française*, 9<sup>e</sup> édition (actuelle). Le mot est absent des principaux dictionnaires de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>4</sup> Hector BERLIOZ, *Les musiciens et la musique*, Paris : Calmann-Lévy éditeurs, 1903, p. 5-6.

<sup>5</sup> Martin PÉNET, *art. cit.* et Catherine SAVEV, « Le café-concert, un théâtre parallèle », Jean-Claude YON (dir.), *Les spectacles sous le Second Empire*, p. 366-377.

<sup>6</sup> André SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris : A. Colin, 1913, réimp. 1995, p. 142-159 pour l'étude de la Loire-Inférieure.

<sup>7</sup> Etienne RAVILLY et Jacques-Yves de SALLIER-DUPIN, *La ville de Nantes de la monarchie de Juillet à nos jours*, t. 1, Nantes : Reflets du passé, 1985, p. 203, 209.

rapprochent des socialistes tandis qu'une partie des républicains progressistes sont tentés par une alliance avec la droite antiparlementaire<sup>8</sup>. Le contexte est donc propice aux controverses et aux procès en démagogie. Nous pouvons le voir dans les comptes-rendus des conseils municipaux et généraux ainsi que dans la presse quotidienne locale, notamment le *Phare de la Loire*, journal républicain et anticlérical aux mains de la famille Schwob depuis 1876 et l'*Union bretonne*, un des principaux quotidiens bonapartistes de province<sup>9</sup>. Mais, grâce aux programmes des soirées de sociétés artistiques nantaises où se retrouvent les élites locales, nous constatons aussi que ceux qui polémiquent en utilisant le café-concert comme argument peuvent en goûter les plaisirs. Le rapport entre politique et café-concert que nous cherchons à tracer est donc différent de celui étudié par Eva Kimminich qui a approfondi la manière dont le pouvoir politique a tenu à censurer le café-concert, perçu comme subversif<sup>10</sup>. Nous nous demandons plutôt comment la controverse politique a instrumentalisé une représentation élitaine du café-concert mais aussi comment la démocratisation à l'œuvre aussi bien dans la vie politique que dans les divertissements a permis l'intégration du café-concert, malgré son manque supposé de musicalité, à la culture d'élites renouvelées au début de la Troisième République.

### Une opinion négative sur le café-concert partagée par les élites politiques et culturelles

En 1870, la méfiance des autorités politiques vis-à-vis du café-concert est ancienne. Dès le premier Empire, les débits de boisson qui organisent des spectacles sont surveillés et souvent fermés. Ainsi, à Nantes, les cafés-concerts sont soumis à une réglementation sévère jusqu'à la veille de la Grande Guerre<sup>11</sup>. De même, la censure théâtrale, qui touche aussi le répertoire du café-concert, fonctionne de 1806 à 1906. Lieu d'une expression populaire, le café-concert est soupçonné par les autorités de favoriser les messages subversifs, alors même que, du fait de la censure d'une part et de la démocratisation de la vie politique et culturelle d'autre part, les chansons se fondent dans des « répertoires insipides, édulcorés pendant cinquante ans » par la censure<sup>12</sup>. Cette méfiance des autorités envers le café-concert est partagée par les élites politiques

---

<sup>8</sup> Bertrand JOLY (dir.), *La vie politique en Loire-Inférieure (1870-1940). L'apprentissage de la République*, Hors-série du *Bulletin*, Nantes : SAHNLA, 2012.

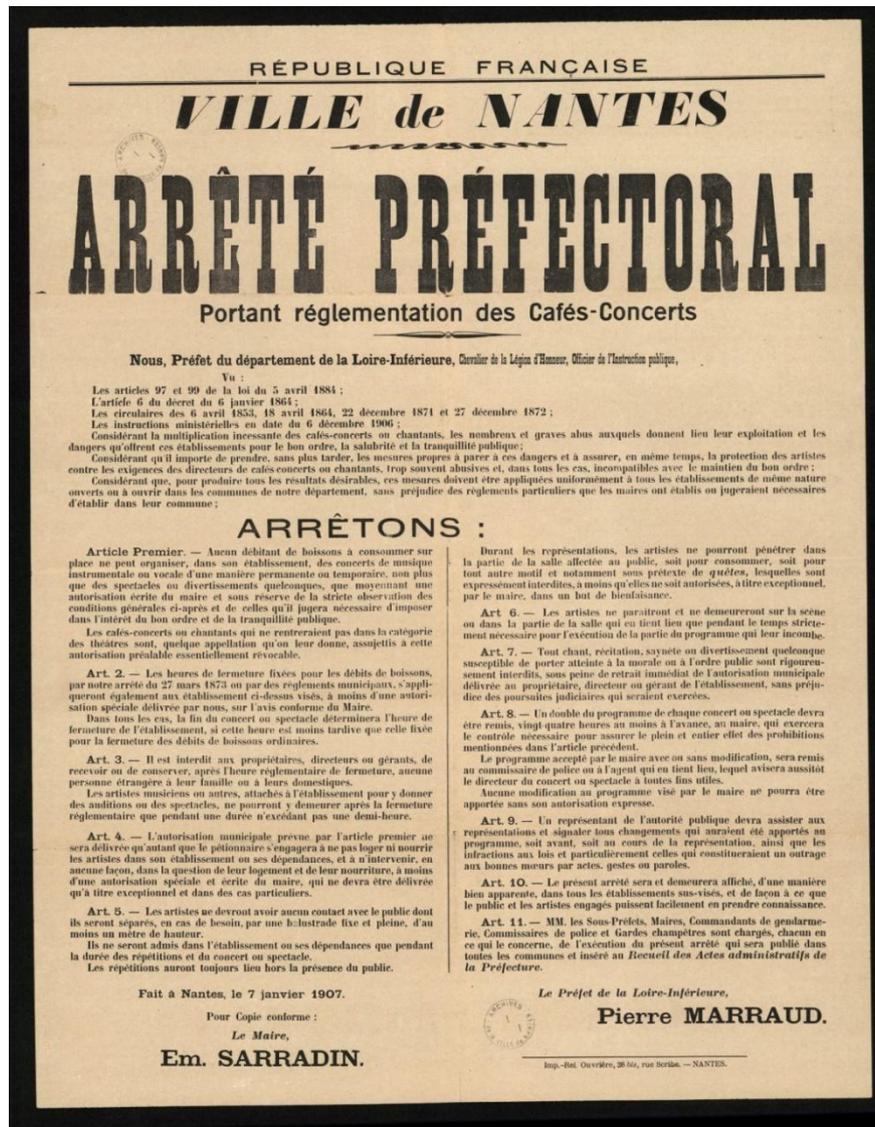
<sup>9</sup> Patrice ALLAIN, « La famille Schwob : le *Phare de la Loire* et les lumières de la République », in Patrice ALLAIN et alii, *Marcel Schwob. L'homme au masque d'or*, Ville de Nantes – Gallimard, 2006, p. 22-45.

<sup>10</sup> Concetta CONDEMI, *op. cit.*, p. 28-57. Eva KIMMINICH, *Ersticker Lieder : zensierte Chansons aus Pariser Cafés-concerts des 19. Jahrhunderts : Versuch einer kollektiven Reformierung gesellschaftlicher Wirklichkeiten*, Tübingen: Stauffenburg Verl., 1998. Camille PAILLET, *Déshabiller la danse: Les scènes de café-concert et de music-hall (Paris, 1864-1908)*, thèse sous la direction de Marina Nordera, Université de Côte d'Azur, 2019.

<sup>11</sup> ARCHIVES MUNICIPALES DE NANTES [AMN] I1 C50 D1-12, Arrêté municipal du 30 octobre 1840 ; Arrêté préfectoral du 27 mars 1873 ; Arrêté municipal du 15 février 1886 ; Arrêté préfectoral du 7 janvier 1907.

<sup>12</sup> Concetta CONDEMI, *op. cit.*, p. 57.

et les collaborateurs de journaux d'opinion. On relève trois reproches récurrents dans leurs propos : le trouble à l'ordre public, l'immoralité, le manque de musicalité.



Arrêté préfectoral réglementant les cafés-concerts, 7 janvier 1907, AMN I1 C50 D12

Dans les journaux d'opinion nantais, le café-concert apparaît comme un espace de contestation politique d'abord parce que c'est un lieu de réunion. *L'Union bretonne*, qui soutient en 1872 le pouvoir conservateur, approuve l'interdiction d'un banquet républicain à Angers, que le préfet justifie par le caractère de lieu public du café-concert (26 septembre 1872).

Il est aussi perçu comme un lieu dont les animations, notamment les chansons, peuvent troubler l'ordre public. *Le Phare de la Loire* le déplore en rappelant en 1894 un incident intervenu une décennie plus tôt dans un café-concert de Montpellier, afin de contester la promotion de son principal protagoniste, le colonel Hubert-Castex. Celui-ci avait en effet profité du succès d'un

monologue à allusions politiques pour réunir « 400 officiers et soldats » dans la salle et y organiser « une véritable manifestation antirépublicaine » (24 février 1894).

Café-concert et contestation sont tellement associés qu'une chanson politique jugée subversive est par le fait même considérée comme une chanson de café-concert. Une anecdote rapportée par l'*Union bretonne* en 1879 en témoigne : lors de la représentation à Nantes d'une troupe du théâtre parisien des Variétés, un artiste entonne une « chanson de café-concert qu'il a terminée par un couplet en l'honneur de la République » (12 juin 1879). Pour le journal bonapartiste, une chanson républicaine ne peut être qu'une « chanson de café-concert », de mauvais goût et provocatrice. Le café-concert est associé à la République, au public des petites places. Apprécié des classes populaires et des classes moyennes, le répertoire de café-concert flatterait ainsi les goûts vulgaires de la nouvelle majorité issue du suffrage universel.

Les préventions des hommes politiques envers le café-concert tiennent aussi à son absence de moralité. En 1872, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, Jules Simon, attaque le café-concert à plusieurs reprises. Ses propos sont publiés et commentés par le *Phare de la Loire*, en particulier une lettre au directeur du Conservatoire de Paris. Le ministre y condamne tant la musique que les paroles : « La lubricité et la sottise des paroles servent de véhicule à des airs qui ne sont ni moins plats, ni moins sots » (18 septembre 1872).



L'Elysée-Graslin (cerclé de rouge), rue Corneille, 14 juillet 1910, carte postale, AMN 9Fi11

L'absence de moralité est un reproche régulier fait au café-concert, soupçonné d'être un lieu de prostitution clandestine et d'incitation à l'ivresse<sup>13</sup>. Cette suspicion est aggravée à Nantes car les rares salles de cafés-concerts sont le plus souvent des troquets qui n'ont ni l'envergure ni le prestige des grands cafés-concerts de Paris ou de grandes villes comme Marseille, Lyon ou Bordeaux<sup>14</sup>. L'opinion publique n'ignore rien des faits divers rapportés par les quotidiens nantais sont, ni les drames passionnels auxquels sont mêlées les « artistes lyriques » de café-concert, ni les crimes et délits qui semblent s'y multiplier.

Quelques journalistes perspicaces discernent les origines politiques de l'immoralité du café-concert. Ainsi, quand il commente la lettre de Jules Simon de septembre 1872, Sylvin, chroniqueur politique au *Phare*, accuse les déficiences de l'instruction publique, « ni répandue, ni intelligente » et dont il déplore ailleurs qu'elle soit tenue par un cléricalisme qui trône « particulièrement dans les écoles », surtout à Nantes (21 novembre 1874). Quelques décennies plus tard, pour le journal légitimiste *l'Espérance du Peuple*, c'est plutôt la République qui est la cause de cette immoralité des cafés-concerts :

Impures distractions du café-concert. Les entrepreneurs de spectacle exhibent des femmes complètement nues et font chanter par d'autres malheureuses des couplets plus obscènes encore. Et ces chansons immondes ne sévissent pas que dans l'enceinte d'un café-concert. Des ménestrels du ruisseau les entonnent dans les coins des habitations ouvrières. La République veut que la boue soit à la portée de toutes les professions et de toutes les catégories sociales. (07 mars 1908)

Enfin, le préjugé envers la médiocrité musicale des chansons de café-concert est largement partagé. En 1891, la municipalité de Nantes autorise des concerts d'été sur le cours Cambronne, au cœur du quartier bourgeois. La *Gazette artistique de Nantes* craint alors que l'on y donne de la musique de café-concert, « digne tout au plus de la place Bretagne », place où se tiennent les spectacles forains, et s'inquiète que, sans opposition ni abstention des conseillers d'opposition, la majorité réactionnaire ait pu autoriser des « auditions anti-artistiques » (1<sup>er</sup> juin 1891)<sup>15</sup>.

---

<sup>13</sup> Concetta CONDEMI, *op. cit.*, p. 90-96. Elisabeth PILLET et Marie-Eve THERENTY (dir.), *Presse, chanson et culture orale au XIX<sup>e</sup> siècle. La parole vive au défi de l'ère médiatique*, Paris : Nouveau Monde éditions, 2012, notamment : Carol GOUSPY, « La presse chante-t-elle les louanges du café-concert ? », p. 86-99.

<sup>14</sup> À Nantes, Paul MANCERON n'en répertorie qu'un : entre 1893 et 1905, l'Élysée-Graslin attire militaires et étudiants et noceurs malgré sa « scène microscopique » et son « orchestre minable » dans : « Quelques mots sur les Cafés nantais », *Bulletin de la Société archéologique et historique de Nantes et de la Loire-Atlantique*, t. 97, 1958, p. 119-132. Pour les cafés-concerts de grandes villes de province, voir par exemple Jean-Luc ROUX, *Le café-concert à Lyon*, Lyon : Editions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996.

<sup>15</sup> AMN 1 D 67, Délibérations du Conseil municipal de Nantes, 22 mai 1891. Deux ans plus tard, les conservateurs passés dans l'opposition s'émeuvent du répertoire des concerts d'été : « M. Le Brun voudrait qu'un cahier des charges fût dressé et qu'une des clauses obligeât le Directeur des concerts à soumettre son répertoire au visa de l'administration ». AMN 1 D 68, Délibérations du Conseil municipal, 19 mai 1893.

Pourtant la musicalité des chansons de café-concert est autant moquée à gauche qu'à droite. En 1884, un article du *Phare* met en scène de manière ironique d'imaginaires auteurs de chansonnettes, Irénée Bidouchet et Anatole Pavilly, pour les paroles, et Lorédan Frisetempette du « Grand Concert mauresque », pour la musique. « Fameux chanteur de café-concert », Frisetempette « ne sait pas la musique » ; qu'à cela ne tienne, avec lui, on peut être assuré que « cette musique-là n'est pas de la musiquette » (17 septembre 1884).

À droite, l'*Union bretonne* s'indigne lorsque la Société des Concerts populaires de Nantes fait venir à Nantes, deux années de suite, des artistes de café-concert :

La Société des Concerts populaires, voulant faire une grosse recette, avait appelé à son aide, l'an dernier, Thérésa, de l'Alcazar. Cette fois, ayant le même but, elle a convoqué Paulus, de l'Eldorado, avec Mily Meyer, des Bouffes. (...) Est-ce donc ainsi qu'on sert les grands intérêts de l'art ? Est-ce ainsi qu'on remplit la mission publiquement annoncée de développer le goût du beau, en l'épurant toujours ? Nous n'en voulons pas autrement à la Société. Seulement nous nous demandons si, avec la subvention que lui accorde la ville, elle a le droit de transformer, une fois chaque année, la Renaissance en salle de café-concert. (15 avril 1888)

Mais l'*Union bretonne* n'ose attaquer la municipalité réactionnaire. L'opposition au Conseil municipal s'en charge par la voix du docteur Abeille un an plus tard, au moment du vote des subventions, et fait du café-concert un argument à charge contre le maire.

### **Le café-concert comme argument de la controverse politique**

Lors de la séance du Conseil municipal du 26 mars 1889, le docteur Abeille, conseiller municipal socialiste, revient sur l'affaire qui a causé l'émoi de l'*Union bretonne* l'année précédente et s'élève contre toute subvention à la Société des Concerts populaires. Il présente le projet de subvention comme une « faveur » injustifiée puisque la ville prête à la Société l'orchestre du théâtre municipal. Il dénonce ensuite l'appel fait par la Société à Thérésa en 1887 et Paulus en 1888 dans le but de renflouer les caisses. Puis il attaque le maire réactionnaire, Guibourd de Luzinai. En subventionnant les Concerts populaires, le maire laisse « propager cette musique de café-concert de second ordre », ce qui est, selon lui, « contraire à l'art ». Il propose enfin d'embaucher des artistes avec des cachets modestes pour compléter l'orchestre sans déficit. Amateur de Beethoven, il conclut : « Nous n'aurons pas des Paulus et des Thérésa pour combler le déficit, et si l'art d'un côté, ne gagne pas autant qu'il serait désirable, il ne s'encanaillera pas de

l'autre »<sup>16</sup>. C'est donc de manière indirecte que le conseiller socialiste attaque le maire réactionnaire, en laissant entendre que subventionner les Concerts populaires, c'est ouvrir la porte au répertoire du café-concert, à qui il dénie musicalité et moralité. Mais les attaques peuvent être plus directes et l'adversaire assimilé au dépravé du café-concert.

De manière récurrente, le café-concert, comme le café de manière générale, est associé aux idées républicaines par leurs adversaires bonapartistes ou royalistes<sup>17</sup>. En 1885, pour tenter de convertir à la République les électeurs de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, le préfet ne trouve rien de mieux que de transformer l'école en salle de café-concert, si l'on en croit l'indignation des monarchistes, majoritaires au Conseil général. Suite à l'installation d'un instituteur laïque à l'école communale, jusque-là confiée à un instituteur congréganiste, l'école est désertée. Pour y attirer les familles, le préfet organise fin août une « Fête patriotique » avec défilé de fanfares, concours de tir et banquet. Le conseiller Besnard de la Giraudais résume l'opprobre de la majorité réactionnaire du Conseil général : l'école ne pouvait être utilisée par le préfet « pour un café chantant dans lequel, au milieu des pétards, un incendie peut se déclarer » - l'assemblée ne trouvant d'autre argument pour s'opposer à cette fête qu'une question d'assurances<sup>18</sup>. À gauche, il arrive aussi au *Phare de la Loire* d'associer l'adversaire politique au café-concert, qu'il s'agisse d'anarchistes (31 mars 1892) ou de Jean Jaurès, comparé à Inaudi, le mathématicien des cafés-concerts (28 juin 1898).

Mais s'il est un homme politique qui incarne les vices du café-concert aux yeux de ses détracteurs, c'est le général Boulanger, ancien élève au lycée de Nantes. Le 14 juillet 1886, le général Boulanger, récent ministre de la guerre, triomphe lors de la revue militaire de Longchamp : l'événement est couvert par la presse et sa popularité est redoublée par la chanson de Paulus, *En rev'nant de la revue*, arrangée pour l'occasion et aussitôt reproduite à 100 000 exemplaires. En effet, Boulanger innove en usant de la réclame sous toutes ses formes : « presse à bon marché et à grand tirage visant et touchant le populaire, la photographie, les chansons, les refrains de café-concert. »<sup>19</sup>

Après son éviction du gouvernement en mai 1887, Boulanger est redouté de ses anciens alliés. Fin juillet 1887, Jules Ferry dénonce aux électeurs vosgiens le général comme un « Saint-

---

<sup>16</sup> AMN 1 D 65, Délibérations du Conseil municipal, 26 mars 1889 ; le *Phare de la Loire*, 28 mars 1889.

<sup>17</sup> Jérôme GRÉVY, *La République des opportunistes, 1870-1885*, Paris : Perrin, 1998, p. 172-173.

<sup>18</sup> *Rapport et délibérations du Conseil général de Loire-Inférieure*, séance du 27 août 1885, p. 816-823. Le *Phare de la Loire*, 30 juin 1885.

<sup>19</sup> Gabriel HANOTAUX, *Mon Temps*, t. 2, La Troisième République, Paris : Plon, 1938, p. 269 cité par Jean GARRIGUES, « Boulanger, ou la fabrique de l'homme providentiel », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2010/1 (n°13), p. 8-23.

Arnaud de café-concert », allusion au ministre de la guerre chargé de la répression lors du coup d'état de 1851<sup>20</sup>. L'apostrophe doublement infâmante, pour laquelle Boulanger demande réparation à Ferry, est reprise plusieurs fois par *Le Phare de la Loire* mais le journal reste prudent. Face aux royalistes et cléricaux, adversaires du boulangisme en Loire-Inférieure, le quotidien qui a déploré le départ de Boulanger du ministère en mai croit maintenant nécessaire de resserrer les rangs républicains, des opportunistes aux radicaux. Dans ce contexte, l'attaque de Ferry vis-à-vis de Boulanger est considérée par le journal républicain comme « violent[e] » et « acerbe » (13 août 1887).

À droite, les milieux monarchistes et cléricaux de Loire-Inférieure dénoncent aussi la démagogie à l'œuvre dans le mouvement boulangiste et cherchent à écarter leurs électeurs des sirènes populistes<sup>21</sup>. Ainsi, lors des élections partielles du 17 juillet 1887, remportées sans difficulté par l'unique candidat, le monarchiste Jules de Lareinty, les *Annales catholiques* stigmatisent le vote Boulanger, qui a emporté spontanément 3,1% des voix, comme un vote nantais, républicain et populaire : « les 1934 voix [2355 en réalité] du général Boulanger ont été presque exclusivement recueillies dans la ville de Nantes où les cafés chantants ont répandu la polka *En revenant de la revue*. C'est un succès pour les doublures de M. Paulus. »<sup>22</sup>

Mais une partie de la droite locale est tentée par l'aventure boulangiste. Début 1888, le quotidien bonapartiste *l'Union bretonne* commence à soutenir prudemment Boulanger présenté non comme un démagogue mais comme le seul qui est « à l'écoute du pays » (2-3 janvier 1888). Face à la division de la droite, le *Phare* cherche à nouveau à former un front républicain en dissociant les radicaux des boulangistes. Le quotidien républicain du 28 janvier 1889 cite alors un article du *Radical*, journal radical-socialiste qui n'a pas suivi la voie boulangiste et qui s'inquiète des « fils de ceux qui marchaient contre les tyrans aux accents de la *Marseillaise*, se ruant sur la servitude en chantant une chanson de café-concert » (27 janvier 1889). La reprise de l'article par le *Phare* s'inscrit dans une stratégie plus large d'unification des républicains : dans les semaines qui suivent, le préfet de Loire-Inférieure charge l'avocat nantais Alphonse Gautté de « fédérer les opportunistes et les radicaux "contre la réaction et les boulangistes" sous la houlette du préfet », ce qui aboutit à la division des radicaux nantais<sup>23</sup>.

Alors que le boulangisme est faiblement implanté en Loire-Inférieure, il marque la vie politique du département à la fin des années 1880 : bonapartistes et radicaux sont tentés de s'y

---

<sup>20</sup> Jules FERRY, « Discours à Epinal, 24 juillet 1887 », *Le Mémorial diplomatique*, 30 juillet 1887.

<sup>21</sup> Bertrand JOLY, « Le boulangisme en Loire-Inférieure », *La vie politique en Loire-Inférieure (1870-1940)*, *op. cit.*, p. 57-70.

<sup>22</sup> *Annales catholiques*, *Revue religieuse hebdomadaire de la France et de l'Église*, 23 juillet 1887, p. 221.

<sup>23</sup> Bertrand JOLY, *art. cit.*, p. 65.

rallier. Se sentant menacés quoique solidement implantés, royalistes et républicains modérés cherchent à déconsidérer le vote révisionniste. L'association de Boulanger au café-concert est alors fréquente pour condamner la démagogie à l'œuvre dans la propagande en sa faveur. Pour les conservateurs, le boulangisme révèle les dangers d'une démocratie fondée sur le suffrage universel et signe l'échec d'un régime dérivant au gré de la vulgarité. Pour les républicains, la crise boulangiste est un avertissement qui les invite à considérer autrement l'opinion du peuple qu'il s'agisse de politique ou de café-concert.



Jacques POHIER, *Le Général Boulanger*, carte postale, sd, Musée d'Histoire de Nantes 986.36.31

### La victoire de la démocratie : l'apparition de nouvelles élites favorables au café-concert

Parmi les personnalités de gauche tentées en 1889 par le révisionnisme boulangiste figure un jeune avocat, Aristide Briand<sup>24</sup>. Entré en politique en collaborant à partir de 1884 à la *Démocratie de l'Ouest*, journal local radical et anticlérical, il est élu conseiller municipal de Saint-Nazaire en 1888.

<sup>24</sup> Bertrand JOLY, *art. cit.*, p. 69-70.

Dès 1884, il est discrédité par ses adversaires politiques comme fils d'un tenancier de café-concert : son père a racheté en 1878 le café de France, à Saint-Nazaire. Cherchant à décrédibiliser les rédacteurs de la *Démocratie de l'Ouest*, le maire républicain Fernand Gasnier ironise sur « Monsieur Briand, fils du directeur du Café chantant » dans *L'Avenir de l'arrondissement de Saint-Nazaire* (23 novembre 1884). L'apparente neutralité du propos blesse Briand. Visiblement coutumier de ce type d'attaques, Briand répond dans un long article du 26 novembre 1884 :

[Vous] rééditez à mon usage une vieille méchanceté bête de votre compère Esseul [conseiller municipal], en me désignant par ces mots : "M. Briand, fils du directeur du CAFÉ CHANTANT"..... Café chantant !!! la belle malice ! Ah ! je vous engage à affecter aujourd'hui des mines de vieille fille prude ! et il vous sied bien en vérité, à vous surtout, Monsieur Gasnier, de lancer la pointe de dédain sur ce qui fut jadis et pendant si longtemps vos plus chères délices...

La réponse de Briand montre bien la représentation négative du café-concert chez certaines élites et révèle l'incohérence du jeune maire. Elle indique aussi les origines d'une attaque qui le poursuit jusqu'à la fin de sa vie : quelques décennies plus tard, l'extrême-droite reprend l'offensive afin de discréditer Briand, devenu ministre en 1906. En 1908, le quotidien légitimiste nantais *l'Espérance du peuple* cherche à détruire sa réputation en rappelant sa jeunesse : « ce garçon timide et travailleur servait d'entremetteur dans le café chantant que tenait son père » (18 décembre 1908). Puis il l'affuble du sobriquet de « Machiavel de beuglant » (13 octobre 1909). Dans *l'Action française*, Léon Daudet le décrit « élevé dans un lupanar » (14 mars 1909) ou comme un « cancre grandi sur les genoux des prostituées de Saint-Nazaire » (21 août 1926)<sup>25</sup>.

Les journaux conservateurs *l'Union bretonne* et *l'Espérance du peuple* maintiennent ainsi la tradition de l'assimilation de la démocratie à la démagogie et de la République à l'immoralité du café-concert. Par exemple, *l'Espérance du peuple* compare la Chambre des députés à un « beuglant » (17 juillet 1913). En revanche, à gauche, ce type d'insulte disparaît progressivement après l'affaire Boulanger. Faut-il y voir le seul effet de la considération des républicains envers la démocratie et le suffrage universel ?

La réponse de Briand à Gasnier est intéressante parce qu'elle rappelle ce que n'importe quel électeur de Saint-Nazaire peut constater en 1884 : le maire fréquente le café-concert. Négociant en bois, républicain modéré, Gasnier est représentatif de ces nouvelles élites politiques républicaines issues des « couches sociales nouvelles »<sup>26</sup>, arrivées au pouvoir à Nantes et à Saint-

---

<sup>25</sup> Bernard OUDIN, *Aristide Briand*, Paris : Perrin, 2004, p. 29, 49.

<sup>26</sup> Léon GAMBETTA, « Discours de Grenoble », 26 septembre 1872, *Discours*, t. 3, Charpentier, 1881-1885, p. 101, cité par Jérôme GREVY, *op. cit.*, p. 63.

Nazaire au début de la Troisième République. Celles-ci sont sensibles à la chanson de café-concert, si populaire.

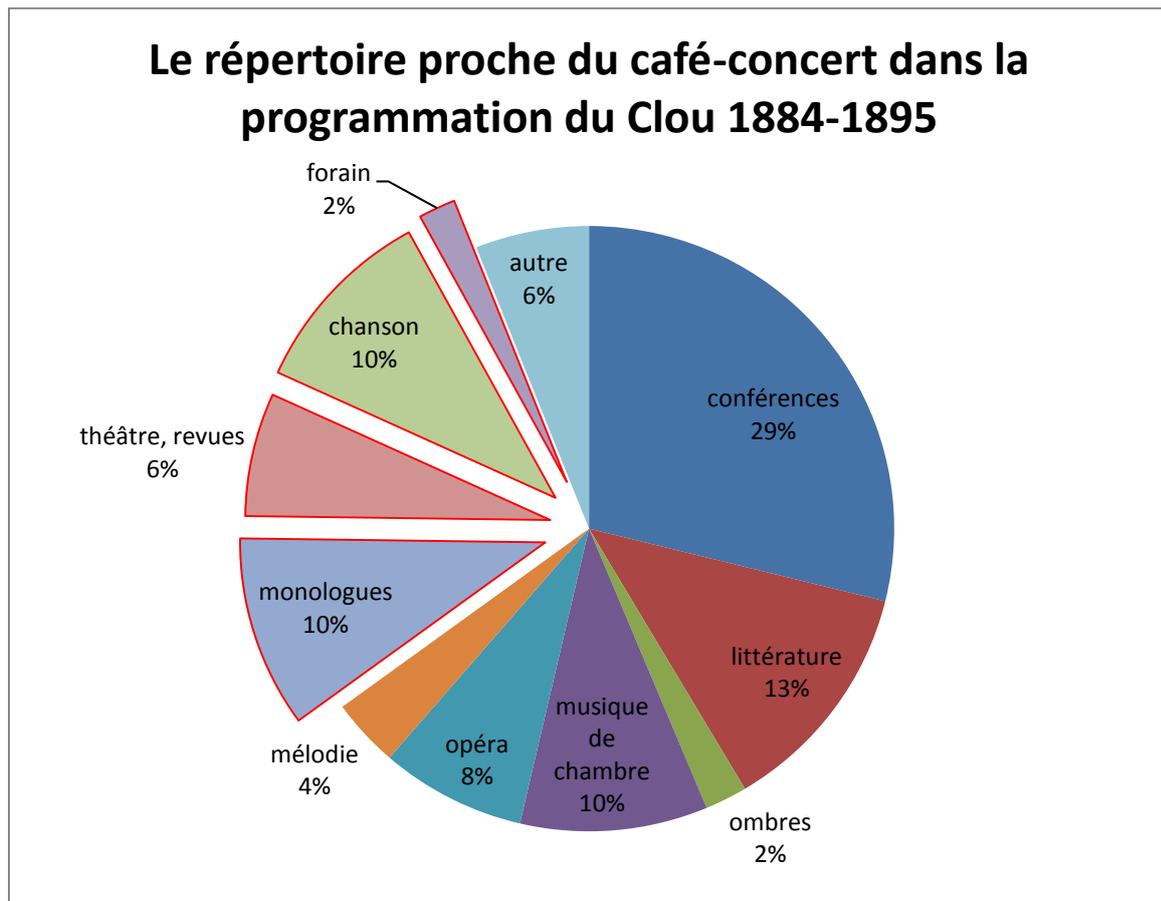
Les autorités politiques manifestent d'abord leur intérêt pour ce divertissement en l'inscrivant au programme de festivités, pour en assurer le succès. Lors de la Fête du Drapeau de 1892 organisée à la caserne Cambronne, le public se distrait à l'Eden-Concert où chansonnettes patriotiques et comiques alternent avec des monologues comiques et des scènes de clowneries. De nombreuses notabilités se montrent, comme le maire de Nantes Alfred Riom et ses adjoints (*Phare de la Loire*, 11 juin 1892). Lors des kermesses du Jardin des Plantes de 1893 et 1894, un « café-concert de la Scala » est installé sur la grande pelouse (*ibid.*, 29 août 1893, 9 septembre 1894). Le compte-rendu de 1893 signale la présence matinale du député Sibille, de l'adjoint au maire Roch et du conseiller d'arrondissement Paillard.

On peut supposer que la fréquentation de divertissements populaires amène les élites politiques et culturelles à écouter d'une oreille nouvelle le répertoire du café-concert. Pour ses concerts de l'été 1892, le chef d'orchestre de Graslin propose à nouveau de mettre au programme des artistes de café-concert. Le *Phare* apprécie, d'autant que la municipalité a changé de bord au printemps (24 juin 1892).

On voit ainsi dans la presse des rédacteurs reconnaître quelques qualités artistiques au café-concert, s'il est débarrassé de la vulgarité. Déjà, en 1887, un chroniqueur de la *Gazette artistique de Nantes*, salue les talents de Thérèse qui « se révèle une diseuse parfaite, tirant de l'étrangeté même de son organe un effet saisissant » (31 mars 1887). Et, si l'on en croit l'*Ouest-Artiste*, le répertoire d'Yvette Guilbert vaut largement celui d'Offenbach : c'est la *Périchole* dont le chroniqueur déplore l'absence de musicalité (5 novembre 1892).

Enfin, les nouvelles élites urbaines intègrent le répertoire du café-concert aux programmes de leurs soirées. C'est par exemple le cas au Clou, société artistique et littéraire, qui réunit entre 1884 et 1912 l'essentiel de la bourgeoisie industrielle et commerçante de Nantes dont font partie les élites politiques républicaines de la ville et même de Saint-Nazaire. Ses soirées bimensuelles sont marquées par une grande diversité d'expressions artistiques, de genres stylistiques. Plusieurs artistes invités sont des habitués des cafés-concerts : les chanteurs Charlus et Théodore Botrel, le couple Delpierre, l'imitateur Henri Plessis, le mathématicien Inaudi, le compositeur Tiercy. Par mimétisme, certains artistes du Clou sont annoncés dans les programmes sous le nom d'artistes à la mode : « Paulus », « Polin » qui trouve son équivalent dans le cloutier Carbonnier, « le Polin

nantais »<sup>27</sup>. Enfin certains auteurs habitués du Clou écrivent pour le café-concert, comme Dupré de la Roussière, dont plusieurs chansons sont imprimées à Paris et chantées par des artistes comme Jeanne Duc, de la Scala. Ainsi, l'influence du café-concert se fait sentir dans les programmes des soirées du Clou. Entre 1884 et 1895, 28 % des œuvres affichées aux programmes du Clou et identifiées sont proches du répertoire des cafés-concerts : 73 % chansonnettes, autant de monologues comiques, 6 % de pièces de théâtre dont deux revues et 2 % d'arts forains.



Souvent dédaigné du fait de son caractère subversif, grivois, de son absence de musicalité, le café-concert est utilisé au début de la Troisième République comme une attaque *ad personam* dans la controverse politique, pour dénoncer vulgarité et démagogie. Dans le débat politique en Loire-Atlantique, où le clivage entre conservateurs et républicains est vif, ce type de polémique est récurrent, à droite comme à gauche. L'affaire Boulanger en constitue un moment paroxystique, avant que ces attaques viennent davantage de la droite. En effet, les milieux républicains sont sensibles aux goûts politiques et culturels de la masse populaire. Peu à peu, les élites républicaines installées au pouvoir à Nantes ou à Saint-Nazaire comprennent que le café-

<sup>27</sup> BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE NANTES, 81 137R/A-B. *Phare de la Loire*, 10 décembre 1896.

concert porte des idéaux de liberté, de démocratie, d'égalité, tant par son répertoire que par sa fréquentation. Ces élites intègrent alors une nouvelle culture où le café-concert a sa place, une culture républicaine et démocratique qui est aussi une culture de masse émergente.